

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

POSTAL ADDRESS—ADRESSE POSTALE: UNITED NATIONS, N.Y. 10017
CABLE ADDRESS—ADRESSE TELEGRAPHIQUE: UNATIONS NEWYORK

Référence : C.N.63.2011.TREATIES-23 (Notification dépositaire)

CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961, TELLE QUE
MODIFIÉE PAR LE PROTOCOLE PORTANT AMENDEMENT DE LA
CONVENTION UNIQUE SUR LES STUPÉFIANTS DE 1961

NEW YORK, 8 AOÛT 1975

PROPOSITION D'AMENDEMENTS PAR L'ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE À L'ALINÉA C)
DU PARAGRAPHE 1 ET E) DU PARAGRAPHE 2 DE L'ARTICLE 49¹ : COSTA RICA

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, agissant en sa qualité de dépositaire, communique :

Référence est faite à la décision prise par le Conseil économique et social au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention susmentionnée, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de l'article 47, qui stipule que le Conseil économique et social demande aux parties si elles acceptent la proposition d'amendement et aussi les prie de soumettre au Conseil leurs commentaires sur la proposition. Le Secrétaire général a communiqué aux parties concernées le texte de la décision du Conseil par la notification dépositaire C.N.474.2009.TREATIES-3 en date du 30 juillet 2009.

Le 28 janvier 2011, le Secrétaire général a reçu une note verbale en date du 27 janvier 2011 de la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général a ensuite communiqué au Conseil, par voie d'une note du Secrétaire général, la note verbale reçue de la Mission permanente du Costa Rica.

Le 11 février 2011, le Secrétaire général a reçu du Conseil économique et social le document du Conseil ci-joint E/2011/68 en date du 4 février 2011, pour diffusion à tous les États parties.

Le 28 février 2011



¹ Voir notification dépositaire C.N.194.2009.TREATIES-2 du 6 avril 2009 (Proposition d'amendements par la Bolivie à l'article 49, paragraphes 1 c) et 2 e)).

Attention : Les Services des traités des Ministères des affaires étrangères et des organisations internationales concernés. Les notifications dépositaires sont publiées uniquement en format électronique. Les notifications dépositaires sont mises à la disposition des missions permanentes auprès des Nations Unies sur le site Internet de la Collection des traités des Nations Unies à l'adresse <http://treaties.un.org>, sous la rubrique "Notifications dépositaires (CNs)". En outre, les missions permanentes et toute autre personne intéressée peuvent s'abonner pour recevoir les notifications dépositaires par email à travers le "Services automatisés d'abonnement", qui est également disponible à l'adresse <http://treaties.un.org>.



2011 年组织会议

2011 年 1 月 18 日、2 月 15 日至
18 日及 4 月 27 日和 28 日

议程项目 3

理事会基本工作方案

经《修正 1961 年麻醉品单一公约的议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》(1975 年 8 月 8 日, 纽约)**多民族玻利维亚国对第四十九条第一(c)款和第二(e)款提出的修正
秘书长的说明**

经济及社会理事会在 2009 年 7 月 30 日第 2009/250 号决定中注意到秘书长关于多民族玻利维亚国政府对经 1972 年《议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》¹ 第四十九条第一(c)款和第二(e)款提出的修正的说明(E/2009/78), 决定根据经修订的《公约》第四十七条第一款, 启动该条第一(b)款规定的程序, 该款规定要询问各缔约国是否接受所提出的修正案, 并请它们向经济及社会理事会提交它们对提案的意见。

秘书长在 2009 年 7 月 30 日保存通知² 中, 以保存人的名义向《公约》缔约国转递了理事会第 2009/250 号决定。

秘书长谨向理事会转递 2011 年 1 月 27 日哥斯达黎加常驻联合国代表团的普通照会(见附件)。

¹ 联合国,《条约汇编》,第 976 卷,第 14152 号。

² C. N. 474. 2009. TREATIES. 3。



附件

2011 年 1 月 27 日哥斯达黎加常驻联合国代表团给秘书长办公厅的普通照会

[原件：西班牙文]

哥斯达黎加常驻联合国代表团向秘书长办公厅致意，并谨提及，联合国经济及社会理事会就秘书长关于多民族玻利维亚国政府对经 1972 年《议定书》修正的《1961 年麻醉品单一公约》提出修正的说明做出第 2009/250 号决定，决定根据《公约》第四十七条第一款，启动该条第一 (b) 款规定的程序。

为此，哥斯达黎加常驻联合国代表团谨此通知，哥斯达黎加共和国政府的立场是，不反对多民族玻利维亚国关于不把咀嚼古柯叶定为犯罪的拟议修正案，只要这一修正符合其国内规章规定的经核实只属于土著领土的传统习俗。



Economic and Social Council

Distr.: General
4 February 2011

Original: English

Organizational session for 2011

18 January, 15-18 February and 27 and 28 April 2011

Agenda item 3

Basic programme of work of the Council

Single Convention on Narcotic Drugs, 1961, as amended by the Protocol amending the Single Convention on Narcotic Drugs, 1961 (New York, 8 August 1975)

Proposal of amendments by the Plurinational State of Bolivia to article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e)

Note by the Secretary-General

In its decision 2009/250 of 30 July 2009, the Economic and Social Council, taking note of the note by the Secretary-General (E/2009/78) on the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend article 49, paragraphs 1 (c) and 2 (e), of the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961 as amended by the 1972 Protocol,¹ decided, in accordance with article 47, paragraph 1, of the Convention as amended, to initiate the procedures established in paragraph 1 (b) of that article, which states that the parties shall be asked whether they accept the proposed amendment and also asked to submit to the Economic and Social Council any comments on the proposal.

The Secretary-General, acting in his capacity as depositary, communicated to the parties to the Convention the text of Council decision 2009/250 in a depositary notification² dated 30 July 2009.

The Secretary-General is hereby communicating to the Council a note verbale dated 27 January 2011 from the Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations (see annex).

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Annex

Note verbale dated 27 January 2011 from the Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations addressed to the Executive Office of the Secretary-General

[Original: Spanish]

The Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations presents its compliments to the Executive Office of the Secretary-General of the United Nations and has the honour to refer to Economic and Social Council decision 2009/250, taking note of the note by the Secretary-General on the proposal of the Government of the Plurinational State of Bolivia to amend the Single Convention on Narcotic Drugs of 1961, as amended by the 1972 Protocol. In that decision, the Council decided, in accordance with article 47, paragraph 1, of the Convention, to initiate the procedures established in paragraph 1 (b) of that article.

The Permanent Mission of Costa Rica to the United Nations wishes to report that the Government of Costa Rica has no objections to the amendment proposed by the Government of the Plurinational State of Bolivia with regard to the decriminalization of coca leaf chewing, provided that the amendment relates to identifiable ancestral practices, exclusively in indigenous territories, that are recognized by domestic legislation.



Conseil économique et social

Distr. générale
4 février 2011
Français
Original : anglais

Session d'organisation de 2011

18 janvier, 15-18 février et 27 et 28 avril 2011

Point 3 de l'ordre du jour

Programme de travail de base du Conseil

Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole portant amendement de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 (New York, 8 août 1975)

Propositions de l'État plurinational de Bolivie tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49

Note du Secrétaire général

Dans sa décision 2009/250 du 30 juillet 2009, le Conseil économique et social, prenant note de la communication diffusée par le Secrétaire général (E/2009/78) au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie, tendant à modifier les paragraphes 1 c) et 2 e) de l'article 49 de la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972¹, a décidé, conformément au paragraphe 1 de l'article 47 de ladite convention unique, d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de cet article, qui dispose que le Conseil économique et social pourra décider de demander aux parties si elles acceptent l'amendement proposé et aussi de les prier de présenter éventuellement au Conseil leurs observations sur cette proposition.

Agissant en sa qualité de dépositaire, le Secrétaire général a communiqué aux parties à la Convention le texte de la décision 2009/250 du Conseil économique et social, dans une notification de dépôt² datée du 30 juillet 2009.

Le Secrétaire général communique par la présente au Conseil économique et social le texte d'une note verbale datée du 27 janvier 2011 adressée par la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir annexe).

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Annexe

**Note verbale datée du 27 janvier 2011, adressée au Cabinet
du Secrétaire général par la Mission permanente
du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

La Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et se réfère à la décision 2009/250 du Conseil économique et social au sujet de la proposition du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie tendant à amender la Convention unique sur les stupéfiants de 1961, telle que modifiée par le Protocole de 1972, lequel a décidé d'entamer les procédures prévues au paragraphe 1 b) de l'article 47 de ladite convention.

La Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies tient à faire savoir à cet égard que le Gouvernement costaricien ne soulève aucune objection quant à la proposition d'amendement du Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie au sujet de la dépénalisation de la mastication des feuilles de coca, étant entendu que cet amendement répond à des pratiques ancestrales avérées, exclusivement en territoire autochtone, et prévues par sa législation nationale.

**Организационная сессия 2011 года**

18 января, 15–18 февраля и 27 и 28 апреля 2011 года

Пункт 3 повестки дня

Основная программа работы Совета**Единая конвенция о наркотических средствах
1961 года с поправками, внесенными в нее
в соответствии с Протоколом о поправках
к Единой конвенции о наркотических средствах
1961 года (Нью-Йорк, 8 августа 1975 года)****Предложение Многонационального Государства Боливия
о внесении поправок в пункты 1 (с) и 2 (е) статьи 49****Записка Генерального секретаря**

В своем решении 2009/250 от 30 июля 2009 года Экономический и Социальный Совет, приняв к сведению записку Генерального секретаря (E/2009/78), касающуюся предложения правительства Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в пункты 1 (с) и 2 (е) статьи 49 Единой конвенции о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972 года¹, постановил, со ссылкой на пункт 1 статьи 47 Конвенции с внесенными в нее поправками, приступить к выполнению процедур, установленных в пункте 1 (б) этой статьи, который предусматривает, что следует опросить стороны, принимают ли они предложенную поправку, а также просить их представить Экономическому и Социальному Совету любые замечания по поводу этого предложения.

Действуя в качестве депозитария, Генеральный секретарь направил сторонам Конвенции текст решения 2009/250 Совета в депозитарном уведомлении² от 30 июля 2009 года.

Настоящим Генеральный секретарь препровождает Совету вербальную ноту Постоянного представительства Коста-Рики при Организации Объединенных Наций от 27 января 2011 года (см. приложение).

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 976, No. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Приложение

Вербальная нота Постоянного представительства Коста-Рики при Организации Объединенных Наций от 27 января 2011 года в адрес Административной канцелярии Генерального секретаря

[Подлинный текст на испанском языке]

Постоянное представительство Коста-Рики при Организации Объединенных Наций свидетельствует свое уважение Административной канцелярии Генерального секретаря Организации Объединенных Наций и ссылается на решение 2009/250 Экономического и Социального Совета Организации Объединенных Наций, в котором Совет, приняв к сведению записку Генерального секретаря, касающуюся предложения правительства Многонационального Государства Боливия о внесении поправок в Единую конвенцию о наркотических средствах 1961 года с поправками, внесенными в нее в соответствии с Протоколом 1972 года, постановил приступить к выполнению процедур, установленных в пункте 1(b) статьи 47 Конвенции.

В связи с этим Постоянное представительство Коста-Рики при Организации Объединенных Наций хотело бы сообщить о том, что у правительства Коста-Рики нет возражений против предложения Многонационального Государства Боливия в отношении исключения из числа уголовно-наказуемых деяний практики жевания листьев коки на том основании, что такая практика является частью национальной культуры, которая распространена только на территории проживания коренного населения и закреплена во внутреннем законодательстве страны.



Consejo Económico y Social

Distr. general
4 de febrero de 2011
Español
Original: inglés

Período de sesiones de organización de 2011

18 de enero, 15 a 18 de febrero y 27 y 28 de abril de 2011

Tema 3 del programa

Programa básico de trabajo del Consejo

Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, enmendada por el Protocolo de Modificación de la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes (Nueva York, 8 de agosto de 1975)

Propuesta de enmiendas a los incisos 1 c) y 2 e) del artículo 49 presentada por el Estado Plurinacional de Bolivia

Nota del Secretario General

En su decisión 2009/250, de 30 de julio de 2009, el Consejo Económico y Social, tomando nota de la nota del Secretario General (E/2009/78) sobre la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia de enmendar los incisos 1 c) y 2 e) del artículo 49 de la Convención Única sobre Estupefacientes de 1961, modificada por el Protocolo de 1972¹, decidió, de conformidad con lo dispuesto en el inciso 1 del artículo 47 de la Convención en su forma enmendada, iniciar los procedimientos establecidos en el inciso 1 b) de dicho artículo, en que se dispone que se pregunte a las partes si aceptan la modificación propuesta y se les pida que presenten al Consejo comentarios acerca de la misma.

El Secretario General, actuando en su calidad de depositario, comunicó a las partes en la Convención el texto de la decisión 2009/250 del Consejo en una notificación del depositario² de fecha 30 de julio de 2009.

El Secretario General comunica por la presente al Consejo Económico y Social una nota verbal de fecha 27 de enero de 2011 enviada por la Misión Permanente de Costa Rica ante las Naciones Unidas (véase el anexo).

¹ Naciones Unidas, *Treaty Series*, vol. 976, núm. 14152.

² C.N.474.2009.TREATIES-3.



Anexo

Nota verbal de fecha 27 de enero de 2011 dirigida a la Oficina Ejecutiva del Secretario General por la Misión Permanente de Costa Rica ante las Naciones Unidas

[Original: español]

La Misión Permanente de Costa Rica ante las Naciones Unidas saluda atentamente a la Oficina Ejecutiva del Secretario General de las Naciones Unidas y se refiere a la decisión 2009/250 del Consejo Económico y Social de las Naciones Unidas, en atención a la nota del Secretario General sobre la propuesta del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia de enmendar la Convención Única de 1961 sobre Estupefacientes, modificada por el Protocolo de 1972, y que decidió iniciar los procedimientos establecidos en la Convención de conformidad con el inciso 1 b) del artículo 47 de la misma.

Es este sentido, la Misión Permanente de Costa Rica ante las Naciones Unidas se permite informar que la posición del Gobierno de la República de Costa Rica al respecto es no manifestar objeciones en relación con la propuesta de enmienda del Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia sobre la despenalización del masticado de la hoja de coca, condicionado a que esta enmienda responda a prácticas ancestrales comprobables, exclusivamente en territorios indígenas, establecidos en su normativa interna.

مذكرة شفوية مؤرخة ٢٧ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ موجهة إلى المكتب التنفيذي للأمين العام من البعثة الدائمة لكوستاريكا لدى الأمم المتحدة

[الأصل: بالإسبانية]

تهدى البعثة الدائمة لكوستاريكا لدى الأمم المتحدة أطيب تحياتها إلى أمانة المكتب التنفيذي للأمين العام، وتشير إلى مقرر المجلس الاقتصادي والاجتماعي للأمم المتحدة ٢٥٠/٢٠٠٩، المتعلق بمذكرة الأمين العام بشأن مقترح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١ بصيغتها المعدلة ببروتوكول عام ١٩٧٢، وهي المذكرة التي تقرر فيها الشروع في الإجراءات المحددة في الاتفاقية عملاً بالفقرة الفرعية ١ (ب) من المادة ٤٧.

وفي هذا الصدد، تود البعثة الدائمة لكوستاريكا لدى الأمم المتحدة أن تعلن أن موقف حكومة جمهورية كوستاريكا في هذا الشأن هو عدم الاعتراض على مقترح التعديل المقدم من حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات الداعي إلى عدم المعاقبة على مضع ورق الكوكا، شريطة أن يستجيب التعديل لممارسات يمكن التحقق من أنها موروثه عبر الأجيال وتنحصر تماماً في حدود أقاليم الشعوب، ووفقاً لأعرافها الداخلية.

وقام الأمين العام، بصفته وديع الاتفاقية، بإبلاغ الأطراف في الاتفاقية بنص مقرر المجلس ٢٥٠/٢٠٠٩ في إخطار بالإيداع^(٢) مؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩.

ويبلغ الأمين العام المجلس بموجب هذا بمذكرة شفوية مؤرخة ٢٧ كانون الثاني/يناير ٢٠١١ موجهة من البعثة الدائمة لكوستاريكا لدى الأمم المتحدة (انظر المرفق).

Distr.: General
4 February 2011
Arabic
Original: English

المجلس الاقتصادي والاجتماعي



الدورة التنظيمية لعام ٢٠١١

١٨ كانون الثاني/يناير، و ١٥-١٨ شباط/فبراير،

و ٢٧ و ٢٨ نيسان/أبريل ٢٠١١

البند ٣ من جدول الأعمال

برنامج العمل الأساسي للمجلس

الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، بصيغتها المعدلة
بالبروتوكول المعدل للاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١
(نيويورك، ٨ آب/أغسطس ١٩٧٥)

مقترح دولة بوليفيا المتعددة القوميات بإدخال تعديلات على الفقرتين ١ (ج)
و ٢ (هـ) من المادة ٤٩

مذكرة من الأمين العام

في المقرر ٢٥٠/٢٠٠٩ المؤرخ ٣٠ تموز/يوليه ٢٠٠٩، قرر المجلس الاقتصادي والاجتماعي، وقد أحاط علما بمذكرة الأمين العام (E/2009/78) المتعلقة بمقترح حكومة دولة بوليفيا المتعددة القوميات بتعديل الفقرتين ١ (ج) و ٢ (هـ) من المادة ٤٩ من الاتفاقية الوحيدة للمخدرات لسنة ١٩٦١، بصيغتها المعدلة بروتوكول عام ١٩٧٢^(١)، أن يشرع، وفقا للفقرة ١ من المادة ٤٧ من الاتفاقية بصيغتها المعدلة، في الإجراءات المقررة في الفقرة ١ (ب) من تلك المادة، التي تنص على سؤال الأطراف إن كانت تقبل التعديل المقترح ودعوها إلى موافاة المجلس الاقتصادي والاجتماعي بأي ملاحظات على المقترح.

(١) الأمم المتحدة، مجموعة المعاهدات، المجلد ٩٧٦، الرقم ١٤١٥٢.

